

LE SILENCE DE HANNAH ARENDT : L'INTERPRÉTATION DU FASCISME DANS LES ORIGINES DU TOTALITARISME

Emilio Gentile

Belin | *Revue d'histoire moderne et contemporaine*

2008/3 - n° 55-3
pages 11 à 34

ISSN 0048-8003

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2008-3-page-11.htm>

Pour citer cet article :

Gentile Emilio, « Le silence de Hannah Arendt : L'interprétation du fascisme dans Les origines du totalitarisme », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2008/3 n° 55-3, p. 11-34.

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le silence de Hannah Arendt :
L'interprétation du fascisme dans
Les origines du totalitarisme

Emilio GENTILE

Dans *Les origines du totalitarisme*, publié en 1951, Hannah Arendt consacre au fascisme quelques considérations éparses tenant tout au plus sur une page. Des 630 titres de la bibliographie, on ne compte guère plus de cinq publications concernant le fascisme, parmi les milliers d'ouvrages disponibles en allemand, en anglais ou en français, à l'époque où l'intellectuelle allemande rédigea son livre ; et aucune d'elles n'est une histoire du fascisme ou une étude de son système politique. Toutefois, rares sont les interprétations du fascisme – si ce n'est celle de Hannah Arendt dans le cadre de son étude sur le totalitarisme –, qui eurent une influence aussi prégnante et durable sur les historiens qui se sont occupés du fascisme et du totalitarisme au cours de ces cinquante dernières années.

Dans le débat – aujourd'hui quasi séculaire – portant sur le phénomène fasciste, on a assisté à un constant processus de révision critique des jugements et des interprétations qui en ont été donnés, d'année en année, de génération en génération. Ce processus s'est fortement accentué au cours de ces trois dernières décennies, grâce à un foisonnement de recherches historiques et d'analyses théoriques qui ont substantiellement modifié, renouvelé, enrichi, l'approche méthodologique de l'étude du fascisme et du problème du totalitarisme. En conséquence, de nombreux jugements et interprétations formulés au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale ont été – une fois passés au crible de vérifications historiques et analytiques rigoureuses – dépassés et abandonnés par la plupart des spécialistes du fascisme, car les résultats de ces nouveaux travaux les invalidaient. Mais le jugement sur le fascisme exprimé par Hannah Arendt en 1951 est, quant à lui, réitéré sans aucune modification dans les différentes éditions de l'ouvrage, et il est toujours accepté par les historiens, les politologues, les sociologues et les philosophes adhérant aux orientations théoriques et idéologiques les plus variées ; assertions qu'ils reprennent à la lettre, sans le moindre recul, comme s'il s'agissait d'une interprétation historiquement et théoriquement irréfutable, définitive. Les militants antifascistes et néofascistes, d'une part, et les militants post-communistes et post-fascistes, d'autre part, sont également

d'accord pour s'approprier – pour des raisons opposées – le jugement de Hannah Arendt sur le fascisme, tandis qu'ils voient d'un œil soupçonneux ceux qui expriment des doutes sur sa valeur historique et théorique¹.

Le jugement de Hannah Arendt consistant, en substance, à nier que le fascisme ait été un totalitarisme, a connu une belle fortune. Le problème inhérent à cette opinion n'est pas seulement d'ordre sémantique et ne dépend pas seulement de la définition qu'on donne du totalitarisme, mais il concerne l'interprétation de la nature même du fascisme en tant que parti, régime, idéologie, culture ; il s'applique donc aussi au champ des interrogations sur le fascisme en Italie, à l'ensemble du phénomène fasciste – dans toute sa complexité –, au fascisme en tant que phénomène italien, européen, voire mondial.

Une analyse critique du jugement de Hannah Arendt sur le fascisme est importante, car il a représenté un tournant décisif dans l'analyse du fascisme et du totalitarisme, ceci par rapport à l'ensemble des interprétations qui avaient été élaborées au cours des décennies précédentes par des intellectuels tels que Luigi Sturzo, Hans Kohn, Michael Florinsky, Raymond Aron, Waldemar Gurian, Alfred Cobban, Carlton Hayes, Emil Lederer, Franz Borkenau, ou encore Sigmund Neumann ; autant d'auteurs appartenant à des courants divers : libéral, démocratique, conservateur, marxiste etc. Bien que leurs idéologies fussent différentes, voire opposées, ces historiens avaient envisagé le fascisme à l'instar d'un régime totalitaire, non pas parce que le fascisme se proclamait comme tel, mais parce qu'ils décelaient dans le régime fasciste les caractéristiques typiques des régimes à parti unique, nés en Europe après la Première Guerre mondiale, à savoir : un mouvement révolutionnaire de masse, organisé en parti antiparlementaire et antidémocratique, qui emploie la terreur et la violence pour éliminer ses adversaires et s'arroger le monopole du pouvoir ; l'instauration d'un régime à parti unique ; la suprématie d'un chef, qui concentre le monopole du pouvoir, incarné par sa propre personne adulée comme un dieu tutélaire ; un système policier qui surveille les « ennemis intérieurs » et réprime les opposants ; un réseau tentaculaire d'organisations contrôlant tous les aspects de la vie individuelle et collective ; un appareil de propagande visant à la mobilisation permanente et à l'endoctrinement des masses conformément aux principes, aux idées, idéaux et valeurs d'une idéologie imposée comme une religion séculière ; une politique extérieure agressive, imprégnée d'expansionnisme idéologique et territorial.

Pour décrire la nouveauté représentée par ces régimes, les intellectuels évoqués plus haut utilisèrent les termes « totalitaire » et « totalitarisme » qui, entre 1923 et 1925, avaient été forgés par des antifascistes en référence au fascisme. Les inventeurs du concept de totalitarisme ne se rapportaient pas à l'idéologie ou aux aspects programmatiques du fascisme, mais bien à sa praxis,

1. Voir quelques exemples in Emilio GENTILE, *La voie italienne au totalitarisme. Le parti et l'État sous le régime fasciste*, (2001), Monaco, Éditions du Rocher, 2004, p. 386-388.

à sa manière d'imposer par l'action la suprématie absolue, exclusive, d'un parti ; et ce afin de subvertir l'État existant et de créer un État à parti unique, en imposant une idéologie assimilée à une religion exclusive et intolérante².

Puisque le problème du totalitarisme, et le terme lui-même, s'ancrent dans le fascisme, nier le caractère totalitaire du fascisme, comme le fait Hannah Arendt, investit toute la problématique du totalitarisme ainsi que les interprétations du phénomène proposées jusqu'à la date de la publication de l'ouvrage. De fait, une grande partie des idées qui fondent l'interprétation du totalitarisme selon Hannah Arendt avaient déjà été exposées par les historiens mentionnés ci-dessus, dont aucun ne dissociait le fascisme du totalitarisme. Quelques exemples : les concepts de société atomisée et de révolution permanente ; la définition du mouvement totalitaire à l'instar d'un parti antiparti – hostile à l'État en tant qu'organisation neutre – se situant au-dessus des partis ; l'assujettissement de la machine étatique aux objectifs du mouvement totalitaire, qui s'arroge le monopole du pouvoir ; une tendance à dissoudre les classes dans une collectivité organisée par le parti unique ; la mobilisation de masses amorphes par le biais de la propagande ; la théorie de « l'ennemi objectif ». Seule nouveauté chez Hannah Arendt : la terreur envisagée comme la « véritable essence » de la forme de gouvernement totalitaire³. La terreur n'avait certes pas été passée sous silence par les autres historiens du totalitarisme, mais aucun d'eux n'en avait fait l'essence même.

Voilà pourquoi aborder de manière critique le jugement de Hannah Arendt sur le fascisme revient aussi à examiner – certes indirectement et sommairement – son interprétation du totalitarisme, en la confrontant aux travaux des intellectuels qui l'ont précédée : les historiens avaient déjà considérablement contribué au développement de théories sur le totalitarisme, en se fondant sur une connaissance correcte du fascisme dans sa réalité, c'est-à-dire sur la documentation disponible, et sur une expérience directe lors de séjours en Italie.

Envisager en l'espace d'un article l'ensemble des problèmes que je viens d'exposer serait chose impossible. Je me contenterai donc d'illustrer le jugement de Hannah Arendt sur le fascisme ; puis je le soumettrai à une simple – oserais-je dire banale ? – analyse critique, comme on a coutume de le faire pour n'importe quelle interprétation d'un fait historique, avant de l'accepter en entérinant sa valeur historique et théorique. Cette analyse entend vérifier à la fois le niveau de connaissance de Hannah Arendt quant à la réalité historique du fascisme italien ; les sources sur lesquelles repose son jugement ; sa connaissance des interprétations du totalitarisme formulées par les historiens qui, avant elle, s'étaient penchés sur le totalitarisme et avaient considéré le fascisme comme un régime totalitaire. Je veux, en outre, vérifier si, dans l'interprétation du totalitarisme

2. Cf. E. GENTILE, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, 2004, p. 107-119 ; ID., *La voie italienne au totalitarisme*, op. cit., p. 21 sq.

3. Hannah ARENDT, *The Origins of Totalitarianism*, New York, Harcourt-Brace & Co., 1951, p. 335.

livrée par Hannah Arendt, il y a effectivement une cohérence analytique lorsqu'elle nie, d'une part, la dimension totalitaire du fascisme, tandis qu'elle définit en revanche le national-socialisme et le communisme russe comme des régimes totalitaires. Enfin, je me propose d'examiner dans quelle mesure – conformément aux résultats de la nouvelle historiographie du fascisme produite au cours de ces dernières décennies – la réalité de ce phénomène peut être définie comme « totalitaire », en recourant aux catégories employées par l'intellectuelle allemande pour décrire les mouvements et les régimes totalitaires.

Dans *Les origines du totalitarisme*, la première allusion significative au fascisme figure dans le deuxième volet de l'ouvrage, consacré à l'impérialisme. Le sujet du chapitre huit est « L'impérialisme continental : les mouvements annexionnistes »⁴. Au troisième paragraphe, intitulé « Parti et mouvement », Hannah Arendt examine la crise du système parlementaire européen après la fin du XIX^e siècle : les institutions parlementaires et les partis, écrit-elle, étaient aux yeux du peuple coûteuses et inutiles. En conséquence, n'importe quel groupe affirmant représenter quelque chose se situant hors du parlement, au-dessus des intérêts des partis et des classes, pouvait gagner en popularité, car ses membres semblaient plus compétents, plus sincères, s'inquiétant davantage des affaires publiques. Mais tout cela, ajoutait Hannah Arendt, n'était que pure apparence : « L'enjeu réel de chacun de ces “partis au-dessus des partis” était de favoriser un intérêt particulier jusqu'à ce qu'il eût dévoré tous les autres, et de faire d'un groupe particulier le maître de l'appareil d'État »⁵.

C'est là que le fascisme entre en scène. Pour Hannah Arendt, le régime de Mussolini ne pouvait être considéré comme un mouvement totalitaire, parce que c'était seulement un « parti au-dessus des partis » :

« C'est ce qui finit par se produire en Italie sous le fascisme de Mussolini, qui, avant 1938, n'était pas un gouvernement totalitaire, mais simplement une dictature nationaliste ordinaire développée logiquement à partir d'une démocratie multipartite. Tant il est vrai qu'il y a bel et bien une part de vérité dans le vieux truisme de l'affinité entre gouvernement de la majorité et dictature, mais cette affinité n'a rien à voir avec le totalitarisme. Il est évident qu'après de nombreuses décennies d'un gouvernement pluripartite aussi inefficace que confus, la prise de l'État au profit d'un parti unique peut apparaître comme un grand soulagement, parce qu'elle assure au moins, même si c'est pour une durée limitée, une certaine cohérence, un minimum de permanence et un peu moins de contradictions »⁶.

Les mouvements totalitaires et leurs précurseurs, les « mouvements annexionnistes », n'étaient pas, selon Hannah Arendt, des « partis au-dessus des partis », parce qu'ils n'aspiraient pas à conquérir la machine étatique, mais bien à détruire l'État. Le nazisme, ajoute-t-elle, imita le modèle fasciste italien en se comportant tel un « parti au-dessus des partis », mais ce ne fut que par pur intérêt,

4. Pour la traduction en français, l'édition de référence retenue ici est celle établie par Pierre BOURETZ, *Les origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, Quarto, 2002.

5. *Les origines...*, op. cit., p. 546.

6. *Ibid.*, p. 546-547.

dans le but d'obtenir l'approbation des classes supérieures et de la bourgeoisie. Celles-ci tombèrent dans le piège, confondant à tort les nazis avec les anciens groupes qu'elles soutenaient, et qui n'avaient que « l'ambition relativement modeste de conquérir l'appareil d'État pour imposer un parti unique »⁷. Les mouvements pangermaniques, comme celui qu'avaient fondé le général Ludendorff et sa femme, relevaient de cette catégorie, mais ils échouèrent parce qu'ils restaient attachés « à un État rétrograde », non totalitaire, et qu'ils n'avaient pas su comprendre que le furieux intérêt des masses contre lesdits pouvoirs « supra-étatiques » (*überstaatlichen Mächte*) – c'est-à-dire les jésuites, les Juifs et les francs-maçons – ne découlait pas de leur respect pour la nation ou pour l'État, mais bien au contraire de l'envie et du désir de devenir, elles aussi, un « pouvoir supra-étatique »⁸. Les seuls pays où, selon Hannah Arendt, « l'idolâtrie de l'État et la vénération de la nation » n'étaient pas devenues obsolètes, et où les slogans nationalistes contre un pouvoir au-dessus de l'État avaient encore un effet sur la population, étaient des pays d'Europe latine, comme l'Espagne, le Portugal et l'Italie, parce que leur développement national avait été entravé par la présence de l'Église. Selon la philosophe allemande, c'est le retard du développement national et la « sagesse de l'Église » (« qui reconnaissait avec une grande sagacité que le fascisme n'était dans son principe ni antichrétien ni totalitaire, mais qu'il établissait seulement la séparation entre l'Église et l'État déjà en vigueur dans d'autres pays ») qui expliquent que l'anticléricalisme originel du nationalisme fasciste ait bien vite écarté pour donner lieu à un « *modus vivendi* comme en Italie, ou à une alliance pure et simple comme en Espagne et au Portugal »⁹.

En tant que « parti au-dessus des partis », le fascisme – affirmait Hannah Arendt –, n'avait pas de visées totalitaires, mais se proposait seulement de dépasser, à travers l'idée d'un État corporatif, les conflits sociaux qui déchiraient la société, en créant une organisation d'intégration sociale résolvant l'antagonisme État/société, et en incorporant la société à l'État. Le fascisme, en sa qualité de « parti au-dessus des partis », s'identifiait avec les plus hautes autorités de la nation et conquiert la machine étatique pour transformer le peuple, dans son ensemble, en une « partie de l'État ». Hannah Arendt était absolument persuadée que le fascisme « ne se considérait pas "au-dessus de l'État" » et que ses leaders ne se considéraient pas « au-dessus de la nation »¹⁰. À la différence des vrais mouvements totalitaires, « les fascistes pouvaient utiliser des instruments aussi intensément nationalistes que l'armée, à laquelle ils s'identifiaient comme ils s'étaient identifiés à l'État ». Et elle était tout aussi convaincue que le dictateur fasciste, « à la différence de Hitler et de Staline, fut le véritable usurpateur en terme de théorie politique classique, et son gouvernement de parti unique fut, en un sens, le seul encore intimement lié au système multipartite ». Par voie de conséquence, le fascisme « constitue le seul exemple

7. *Ibid.*, p. 547.

8. *Ibid.*, p. 548.

9. *Ibid.*, p. 549.

10. *Ibid.*, p. 549.

d'un mouvement de masse moderne organisé au sein de la structure d'un État existant, inspiré uniquement par une forme radicale de nationalisme, et qui a, de façon permanente, transformé le peuple en ces *Staatsbürger* ou ces *patriotes* que l'État-nation n'avait mobilisés qu'en temps de crise et d'*union sacrée*¹¹.

L'attitude vis-à-vis de l'État constituait, pour Hannah Arendt, un élément de différenciation substantielle entre un mouvement totalitaire et un « parti au-dessus des partis », même lorsque celui-ci instituait une dictature à parti unique :

« Tandis que le « parti au-dessus des partis » voulait uniquement s'emparer de l'appareil d'État, le véritable mouvement visait à la détruire ; tandis que l'un reconnaissait encore l'État comme la plus haute autorité, une fois que sa représentation était tombée entre les mains des membres d'un parti unique (comme dans l'Italie de Mussolini), l'autre reconnaissait au mouvement une totale indépendance vis-à-vis de l'État et une autorité supérieure à celle de ce dernier »¹².

La conclusion de Hannah Arendt quant à la nature du fascisme était exposée de façon concise, résolue :

« Après la Première Guerre mondiale, une vague de mouvements semi-totalitaires et totalitaires, profondément hostile à la démocratie et favorable à la dictature, déferla sur l'Europe ; des mouvements fascistes se répandirent, à partir de l'Italie, dans presque tous les pays de l'Europe centrale et orientale (la partie tchèque de la Tchécoslovaquie fut une exception notable) ; pourtant, Mussolini lui-même qui aimait tant l'expression « d'État totalitaire », n'essaya pas d'établir un régime complètement totalitaire et se contenta de la dictature et du parti unique. Des dictatures analogues, non totalitaires, surgirent avant la guerre en Roumanie, en Pologne, dans les États baltes, en Hongrie, au Portugal et dans l'Espagne de Franco »¹³.

Pour étayer historiquement un jugement aussi drastique, Hannah Arendt s'en remet à une courte note où elle affirme : « Ce qui prouve que la dictature fasciste est de nature non totalitaire, c'est que les condamnations politiques y furent très peu nombreuses et relativement légères »¹⁴. Ultime preuve visant à réaffirmer son opinion, elle cite quelques commentaires méprisants de chefs nazis sur les « insuffisances de leurs alliés fascistes, tandis que leur authentique admiration du régime bolchévique en Russie (et du Parti communiste en Allemagne) n'avait d'égal – et de limite – que leur mépris pour les races d'Europe orientale »¹⁵.

Dans le livre de Hannah Arendt, la dernière référence au fascisme n'est en tout état de cause qu'une répétition de ce qu'elle avait écrit précédemment, puisqu'elle réaffirme l'idée selon laquelle « le véritable objectif du fascisme consistait simplement à s'emparer du pouvoir et à donner à "l'élite" fasciste la direction incontestée du pays »¹⁶.

11. *Ibid.*, p. 550.

12. *Ibid.*, p. 551-552.

13. *Ibid.*, p. 615.

14. *Ibid.*, note 11, p. 615.

15. *Ibid.*, p. 615-616.

16. *Ibid.*, p. 636.

Dans la nouvelle édition augmentée, publiée en 1967, Hannah Arendt ne revoit en rien le jugement qu'elle avait émis, seize ans plus tôt, sur le fascisme. Mieux, elle le reprend en apportant une précision qui le rend encore plus tranchant, définitif :

« Le seul aspect typiquement moderne de la dictature du parti fasciste est que, là encore, le parti insistait sur le fait qu'il était un mouvement ; en réalité, il n'était rien de tel et il n'avait usurpé le label "mouvement" que pour attirer les masses. Cela devint évident dès qu'il se fut emparé de l'appareil d'État sans changer radicalement la structure de pouvoir du pays, se contentant de peupler tous les postes gouvernementaux de membres du parti »¹⁷.

Devant une sentence aussi claire, nette, péremptoire, on est en droit de vérifier les bases historiques et documentaires sur lesquelles celle-ci se fonde : c'est même, oserais-je dire, un devoir intellectuel, eu égard à la forte et durable influence que l'interprétation du totalitarisme et du fascisme proposée par Hannah Arendt a eu ces cinquante dernières années, interprétation qui a trouvé crédit auprès des politologues, des sociologues, des philosophes, des auteurs de manuels scolaires, voire des vulgarisateurs.

L'examen des sources est rapide : pour élaborer son interprétation du fascisme, Hannah Arendt se contente d'utiliser une citation tirée d'un opuscule de propagande de la Confédération fasciste des industriels ; un extrait d'un discours de Mussolini, tirée d'une anthologie ne contenant que quatre discours du Duce ; deux ou trois citations, de deuxième catégorie ou des renvois à d'autres ouvrages ne s'occupant qu'incidemment du fascisme. Hannah Arendt se sert des deux citations, tirées respectivement de l'opuscule des industriels fascistes et du discours du Duce, pour soutenir la thèse selon laquelle le seul but du régime fasciste était d'imposer une discipline nationale, conformément à la méthode mise en œuvre par les États nationaux en temps de guerre¹⁸. En d'autres termes, pour définir la nature du fascisme, au lieu d'examiner son histoire, son origine, sa structure, son *modus operandi* concret (les études sérieuses ne manquaient pas), Hannah Arendt s'en remet uniquement à deux déclarations propagandistes émanant du régime.

Sur le problème complexe des rapports entre le parti et l'État durant le régime fasciste, sur le rôle du parti dans la prise du pouvoir, dans la destruction du régime parlementaire, dans la transformation de l'État libéral monarchique, et dans la construction de l'État fasciste au cours du « ventennio », tout ce que Hannah Arendt alléguait pour étayer son interprétation (outre la déclaration du Duce) était contenu dans une note purement bibliographique : « Sur les relations entre parti et État dans les pays totalitaires, et en particulier l'intégration du parti fasciste dans l'État italien, voir Franz Neumann, *Behemoth*, 1942, chapitre 1 »¹⁹.

Mais ici aussi, l'affirmation de Hannah Arendt reposait sur des bases chancelantes. En effet, dans son livre, Neumann ne s'occupait pas tant du parti fasciste

17. *Ibid.*, p. 547.

18. *Ibid.*, p. 549, notes 95 et 96.

19. *Ibid.*, p. 549, n. 97.

que du problème de l'État et du parti dans l'Allemagne nazie, tandis que pour les autres « pays totalitaires », à savoir l'Italie et la Russie, il se bornait à répéter un lieu commun répandu par la propagande fasciste des années 1930 :

« Les États à parti unique – écrivait Neumann – se caractérisent par trois types de relations entre le parti et l'État. En Italie, le parti est “incorporé” à l'État; c'est un organe de l'État; un “parti d'État”. La Russie confie au parti une autorité totale sur l'État et les purges périodiques visent, dans leur très grande majorité, à prévenir l'accumulation du pouvoir politique autonome dans les mains de la bureaucratie étatique. L'option allemande est à mi-chemin de ces deux solutions et est d'une analyse difficile »²⁰.

Neumann se penchait donc brièvement sur le rapport entre parti et État dans l'Italie fasciste, et au lieu d'examiner la structure du régime et le rôle du parti, il se contentait de citer quelques déclarations de Mussolini et du philosophe Giovanni Gentile sur la primauté de l'État dans la conception fasciste, pour conclure que « contrairement au national-socialisme, l'idéologie officielle italienne place l'État au-dessus de tout ». Le fascisme, ajoutait Neumann, « a exalté l'État, parce que tout au long de l'histoire italienne, l'État a toujours été faible »²¹.

Autrement dit, la primauté de l'État – qui, selon Neumann, était de toute évidence un expédient idéologique de la propagande fasciste – devenait chez Hannah Arendt une preuve irréfutable de la réalité effective du régime fasciste.

Quant au rapport entre le fascisme et l'Église, la superficialité et la faiblesse de l'argumentation de Hannah Arendt semblent encore plus surprenantes si l'on pense que, à l'époque de la rédaction des *Origins of Totalitarianism*, il existait déjà, dans les langues qu'elle connaissait, un certain nombre d'ouvrages sérieux et documentés démentant son affirmation : on mentionnera par exemple *L'Empire fasciste* de Marcel Prélot, publié en 1936 ; *Church and State in Fascist Italy*, travail volumineux et détaillé de D. A. Binchy paru en 1941 ; ainsi que les œuvres du plus important représentant de l'antifascisme catholique italien, Luigi Sturzo, disponibles en anglais, comme *Italy and Fascism* (1926), *Politics and Morality* (1938), *Church and State* (1939). Pour ceux qui étudiaient le totalitarisme, et jugeaient le fascisme à cette aune, ces travaux auraient dû être consultés pour évaluer sérieusement, conformément à la réalité des faits, les rapports entre le fascisme et l'Église catholique. Dans leurs livres respectifs, Sturzo, Prélot et surtout Binchy avaient, sur la base des sources disponibles, amplement analysé la véritable nature des rapports entre l'Église et l'État, entre le catholicisme et le fascisme, par-delà la façade rassurante du Concordat :

« Même si elles étaient nettement plus brutales il y a dix ans, les revendications totalitaires du fascisme – écrit Binchy en 1941 – sont là pour rappeler aux catholiques les risques inhérents à tout accord avec l'Italie de Mussolini. *Historia concordatorum historia dolorum* est presque une maxime de l'histoire de l'Église et s'applique avec une force sans précédent aux

20. Franz NEUMANN, *Behemoth. Struttura e pratica del nazionalsocialismo*, traduction italienne, Milan, Feltrinelli, 1977, p. 80.

21. *Ibid.*, p. 87.

concordats passés avec les dictatures modernes. Un parallèle avec les monarchies absolues du XVII^e et du XVIII^e siècle s'avère par ailleurs infondé, car celles-ci fondaient au moins leur autorité sur la tradition, et sur une acceptation formelle de la foi et de la morale chrétienne. Mais un État rejetant expressément toute valeur transcendantale, un État ne reconnaissant aucune loi en dehors de sa moralité immanente, et qui fonde son droit à gouverner sur une soi-disant «révolution permanente», est un partenaire plus qu'embarrassant. S'associer à un tel État entraîne l'Église dans de dangereuses turbulences, et cette situation est jugée avec la plus grande fermeté par ses chefs spirituels»²².

L'Église accepta un compromis politique avec le régime fasciste – et réciproquement; mais elle eut toujours conscience que le fascisme était, du fait même de ses principes, antichrétien et totalitaire, son objectif étant d'absorber le catholicisme dans sa propre religion politique²³. L'attitude du régime fasciste à l'égard de l'Église fut moins ouvertement agressive que celle des nazis, même si les catholiques et les prêtres antifascistes furent persécutés, à commencer par Luigi Sturzo, qui dut s'exiler en 1924. Mais au-delà de cette différence de comportement, on n'ignorait rien de la menace représentée par le fascisme, et ce parce qu'il s'agissait d'un totalitarisme, pour le catholicisme et pour l'Église²⁴. La situation réelle des rapports entre le fascisme et l'Église était parfaitement comprise et exposée – pour l'essentiel – par Binchy :

«Dans quelle mesure l'Italien moyen a-t-il pris conscience de la bataille secrète que se livrent ses chefs spirituels et ses dirigeants séculiers sous couvert de compliments réciproques et malgré l'assurance d'une estime mutuelle? [...] Mussolini est tout à fait satisfait qu'un dualisme importun préside à ses négociations avec l'Église et l'État. Mais qu'en est-il de la nouvelle génération, des hommes et des femmes de demain, façonnés par la machine totalitaire dès leur plus jeune âge? C'est là une grande question qui reste encore sans réponse [...]. En Italie, la situation n'est, bien sûr, pas aussi claire qu'en Allemagne, car l'objectif du fascisme n'est pas de détruire l'Église mais de l'incorporer au système totalitaire [...]. En d'autres termes, le fascisme cherche à annexer l'Église, à participer à la domination exercée par l'Église dans le monde entier, de sorte que la cause du fascisme universel puisse être assimilée au prosélytisme catholique»²⁵.

En affirmant que l'Église avait «sagement reconnu que le fascisme n'était ni anti-chrétien ni en principe totalitaire», Hannah Arendt donnait la preuve qu'elle ignorait tout de la position de Pie XI vis-à-vis du totalitarisme fasciste et de l'idolâtrie païenne de l'État, officiellement condamnés dans l'encyclique de 1931 et constamment blâmés par l'Église et la presse catholique.

À l'évidence, le jugement de Hannah Arendt sur le fascisme, ainsi que la négation de son caractère totalitaire, ne reposaient pas sur une connaissance correcte de la réalité du régime fasciste, de son origine, de son affirmation, de sa structure, de la dynamique de ses institutions, de sa politique – tant extérieure

22. Daniel Anthony BINCHY, *Church and State in Fascist Italy* (1941), reprint Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 668.

23. E. GENTILE, *La religion fasciste : la sacralisation de la politique dans l'Italie fasciste*, Paris, Perrin, 2002, p. 137-149; ID., *Les religions de la politique*, Paris, Seuil, 2005, p. 143-207.

24. E. GENTILE, «New idols : catholicism in the face of fascist totalitarianism», in *Journal of Modern Italian Studies*, 11-2, 2006, p. 143-170.

25. D. A. BINCHY, *Church and State*, op. cit., p. 694-695.

qu'intérieure –, de son action concrète, au-delà des annonces théoriques et propagandistes des représentants du régime. Du reste, l'assimilation du régime fasciste aux régimes en vigueur au Portugal, en Espagne et en Pologne, non seulement en ce qui concerne le rôle du parti unique mais aussi pour ce qui est des rapports avec l'Église, est en soi la preuve éclatante que Hannah Arendt connaissait mal le régime fasciste, et qu'elle ignorait combien il différait radicalement, substantiellement, des régimes autoritaires espagnol, portugais, polonais. Pour ne citer qu'une dissemblance, certainement la plus frappante : aucun de ces trois régimes ne plonge ses racines dans un mouvement révolutionnaire de masse, organisé en parti-milice, qui s'était emparé du monopole du pouvoir politique pour transformer l'État selon une conception intégriste de la politique. Conception ne coïncidant nullement avec les principes fondamentaux du catholicisme, et qui en représentait même la négation tangible si l'on envisage, par exemple, la totale subordination de l'individu à l'État, la divinisation de la nation, l'exaltation de la haine et de la guerre à l'instar de vertus civiques, ou encore l'éducation belliqueuse des nouvelles générations.

Comme nous l'avons vu, bien que de nombreux travaux fussent disponibles à la fin des années 1940, Hannah Arendt ne se référait à aucune œuvre sérieuse, spécifique, pour étayer son jugement sur le fascisme. Mais ce qui surprend encore davantage, c'est qu'elle ne se réfère à peu près jamais à l'importante production de livres et d'articles publiés entre la fin des années 1920 et la fin des années 1940 sur le problème du totalitarisme, où le fascisme était envisagé, de même que le bolchevisme et le nazisme, comme un type de régime totalitaire. Dans son ouvrage, Hannah Arendt ne discute aucun de ces auteurs (et dans une très large mesure, leurs travaux ne figurent même pas dans la bibliographie), si ce n'est pour réfuter leur interprétation du fascisme comme totalitarisme. Il est aussi plutôt singulier que le seul ouvrage sur le totalitarisme mentionné en bibliographie, soit *The Totalitarian Enemy* de Franz Borkenau, publié à Londres en 1940. De fait, cet auteur était l'un des rares qui remettait en question la nature totalitaire du fascisme, à travers une interprétation reposant elle aussi sur des données approximatives ou erronées, exposée à l'aide d'une argumentation à peu près semblable à celle de Hannah Arendt. Borkenau en arrive même à affirmer que le fascisme italien n'était pas « complètement fasciste », parce qu'il n'avait pas inventé ni persécuté des « boucs émissaires », comme Borkenau définit ceux que, à son exemple, Hannah Arendt appelle des « ennemis objectifs » ; parce que le fascisme n'avait pas opéré une révolution sociale ; et parce qu'il avait laissé hors de sa sphère d'interférence l'Église, l'armée et la bureaucratie :

« Le fascisme italien – affirmait Borkenau – a certainement inventé un bon nombre d'éléments ayant abouti ensuite de manière plus accomplie dans d'autres pays. Mais tandis que le mot "fascisme", par lequel on désigne communément l'ensemble de ces régimes, a été forgé en Italie, l'Italie elle-même n'a jamais été – paradoxalement – pleinement "fascisme", ou, pour être plus précis, pleinement totalitaire. Le symptôme le plus clair étant le rôle modeste joué par les boucs émissaires dans la propagande italienne. Il est certes vrai qu'un temps, du fait de la pression allemande, Mussolini a embrassé l'antisémitisme, mais dans l'ensemble, le fascisme italien a persécuté des ennemis réels et n'a pas inventé des ennemis imaginaires. De plus, en Italie,

aucun chef fasciste n'a jamais été tué au motif qu'il s'était montré juste dans sa politique. Aucun régime totalitaire ne peut exister sans ces deux dispositifs [...]. Le totalitarisme est presque embryonnaire en Italie. Le fascisme n'a pas sérieusement interféré avec l'Église catholique – qui a continué d'exercer une grande part des activités éducatives –, ni avec la famille, etc. Dans le même temps, il est manifeste qu'en Italie, le fascisme présente nettement moins qu'en Allemagne (sans parler de la Russie), le caractère d'une révolution sociale. En Italie, l'Église n'est pas la seule institution qui soit restée intacte après l'avènement du fascisme. L'armée en est une autre, ainsi que la diplomatie; même la fonction publique n'a pas été profondément touchée. [...] Le totalitarisme est, par définition, agressif [...]. En définitive, le fascisme italien n'a pas été plus agressif que n'importe quel pouvoir impérialiste du XIX^e siècle»²⁶.

Quant aux raisons du silence de Hannah Arendt sur la plupart des grands auteurs qui l'avaient précédée dans l'analyse du totalitarisme, et dont certains appartenaient comme elle à l'émigration allemande, on peut former deux hypothèses. Penser que ces auteurs aient été ignorés par Hannah Arendt parce qu'elle n'avait aucune estime pour leurs interprétations ou parce qu'elle considérait qu'ils étaient victimes d'un aveuglement collectif en faisant du fascisme un totalitarisme, me semble plausible uniquement si l'on attribue à la philosophe une arrogance intellectuelle tout à fait démesurée. Mais il est tout aussi hautement improbable qu'elle soit passée à côté de Alfred Cobban, Emil Lederer, ou encore Sigmund Neumann, car ils ont de toute évidence influencé – parfois même au niveau de la concordance des expressions employées – son interprétation du totalitarisme²⁷.

Le cas de Lederer est peut-être le plus curieux. C'est en effet à cet intellectuel allemand – qui émigra aux États-Unis en 1933 – qu'on doit l'une des premières interprétations du totalitarisme comme produit de la société de masse et des transformations des classes sociales en masses atomisées et en foules amorphes.

«Le totalitarisme, écrivait Lederer en 1940, est un système politique moderne qui repose sur des masses amorphes [...]; c'est un régime basé sur l'enthousiasme de masses amorphes. Les masses forment la substance d'un mouvement et, à travers le mouvement, elles s'institutionnalisent; et en leur qualité de masses désormais institutionnalisées, elles portent le dictateur au pouvoir et l'y installent. S'il ne se rabat pas sur ces masses institutionnalisées, le dictateur est menacé par les forces sociales. Voilà pourquoi la dictature vise à détruire la société : une société a toujours été une structure stratifiée, animée par des idées et des intérêts différents. Cette période de dictatures représente une nouvelle époque de l'histoire, où toutes les potentialités d'un mouvement de masse destructeur, se sont muées en un système politique. Si les pays encore libres ne réalisent pas qu'ils doivent défendre leur civilisation d'un mouvement visant à leur auto-asservissement, la menace de la dictature est on ne peut plus réelle»²⁸.

Pour Lederer, le fascisme représentait l'avènement de «l'État des masses», raison pour laquelle il représentait un changement d'époque, un tournant dans la civilisation occidentale :

26. Franz BORKENAU, *The Totalitarian Enemy*, Londres, Faber and Faber, 1940, p. 227.

27. Michael T. FLORINSKY, *Fascism and National Socialism. A Study of the Economic and Social Policies of the Totalitarian State*, New York, Macmillan, 1936; Alfred COBBAN, *Dictatorship. Its History and Theory*, Londres, Charles Scribners Sons, 1939; Emil LEDERER, *State of Masses. The Threat of the Classless Society*, New York, W.W. Norton and Co., 1940; Sigmund NEUMANN, *Permanent Revolution. Totalitarianism in the Age of International Civil War*, New York, Harper, 1942.

28. E. LEDERER, *State of the Masses. The Threat of the Classless Society* (1940), New York, rééd. Howard Fertig, 1967, p. 18-19.

« Si le fascisme est un tournant historique ; s'il représente un changement d'époque, c'est parce que, pour la première fois, le genre humain doit veiller non pas à la domination mais bien à la destruction de la société. L'éclatement de l'ensemble des groupes ; la fusion des différentes couches sociales au sein de foules ; la transformation de ces foules en une institution sociale dominée et dirigée par des doctrines, tout cela vise à garantir un état éternel où rien ne peut changer »²⁹.

Lederer et ses collègues examinaient le caractère totalitaire du fascisme en se fondant sur la documentation disponible, et ils formulèrent des interprétations qui ont souvent été confirmées par la recherche historique. Leur interprétation du fascisme était nettement moins « irénique » que celle proposée par Hannah Arendt ; plus proche de la réalité parce que fondée non seulement sur une connaissance effective de l'histoire italienne, mais aussi sur celle de l'histoire des institutions et de la politique du fascisme. Réalistes, ils surent également pressentir les éventuels développements du fascisme qui, hélas, se vérifièrent par la suite. En revanche, les quelques lignes que Hannah Arendt consacrait au parti fasciste montraient bien qu'elle connaissait mal sa nature, son rôle dans la destruction du système des partis, et dans la construction de l'État fasciste. En effet, affirmer – comme le fait Hannah Arendt « qu'aucune des organisations fasciste n'a été fondée à des fins agressives, de caractère défensif ou offensif »³⁰, veut dire : soit ignorer ce qu'était le fascisme dès son origine – et oublier que son organisation, baptisée fort à propos « Fasci di combattimento » ou « faisceaux de combat », avait été fondée dans un but défensif mais surtout agressif ; soit considérer que l'action violente du squadriste, qui détruisait efficacement toute la structure organisationnelle, syndicale et politique, du prolétariat, des partis socialistes et communistes, du parti républicain et du parti populaire, n'avait eu aucun rôle dans la montée du fascisme au pouvoir, ni dans l'instauration du régime à parti unique. Dans les deux cas, la méconnaissance de l'histoire jette une ombre négative sur l'interprétation du totalitarisme fasciste proposée par Hannah Arendt.

Ici aussi, la lecture d'œuvres déjà parues (et connues) à la fin des années 1940 aurait pu éviter à l'auteure de formuler des affirmations aussi péremptoires qu'infondées, à commencer par la définition du fascisme en tant que « parti au-dessus des partis ». De fait, ignorant les origines du terme et du concept de totalitarisme – elle ne se pose d'ailleurs la question à aucun moment –, Hannah Arendt se fourvoie complètement sur la nouveauté représentée par le parti fasciste en tant que « parti-milice », organisation qui se donnait pour objectif de subvertir l'État « au-dessus des partis » pour créer un État de parti, car c'est uniquement dans les déclarations propagandistes que l'État était exalté en tant qu'État national au-dessus des partis et, accessoirement, au-dessus du parti fasciste. Les antifascistes, ceux-là mêmes qui forgèrent le terme et le concept de totalitarisme, avaient bien vite compris la véritable nature et les objectifs du parti fasciste :

29. *Ibid.*, p. 77.

30. « None of the fascist shirt-organizations was founded for specific defensive or aggressive purposes », in *The Origins of Totalitarianism* (1967), p. 369.

« Qu'un parti politique se forme en bataillons armés – écrivait Luigi Sturzo en 1926 – et se dirige vers la capitale pour s'emparer du pouvoir, au risque de combattre les troupes régulières, et prétende, ce faisant, agir au nom de la patrie, il y a là un phénomène inconcevable dans un État contemporain. L'histoire connaît des émeutes de place publique, des révolutions populaires, des *pronunciamentos* militaires, mais aucun précèdent aux événements d'octobre 1922 [...]. La centralisation étatique et le monopole du parti s'unirent étroitement pour soumettre toutes les institutions ou organismes autonomes à leur étroite obéissance. Le gouvernement minoritaire que l'heureux coup de main d'octobre avait mis en possession du pouvoir s'efforçait maintenant de conquérir également le pays [...]. Cette tendance fut appelée "totalitaire" parce que le fascisme, devenu le fascisme-nationaliste, déclara se confondre avec la patrie, être *toute* la force : le reste du pays ne serait plus rien, n'aurait que des devoirs de gouvernés. Quant aux opposants, on les considérait comme des ennemis du pays et comme des blasphémateurs de l'Italie »³¹.

En outre, le jugement émis par Hannah Arendt sur le fascisme démontre qu'elle ignorait tout des nouvelles institutions créées par le parti fasciste pour subvertir l'État « au-dessus des partis », comme par exemple le Grand Conseil, organe suprême du régime fasciste, auquel on avait attribué la prérogative d'intervenir dans la nomination d'un éventuel successeur de Mussolini, et même dans la succession au trône, privant ainsi la monarchie de deux pouvoirs fondamentaux. Sur cet aspect du régime fasciste, les intellectuels ayant précédé Hannah Arendt dans l'analyse du totalitarisme avaient su établir une distinction entre les déclarations propagandistes et la réalité effective du fonctionnement de ces nouvelles institutions, comme le fait par exemple Florinsky. Le livre de cet homme, qui avait séjourné à plusieurs reprises en Italie pour étudier le fascisme, et en Allemagne pour étudier le nazisme, figure dans la bibliographie de Hannah Arendt, mais il semble qu'elle n'ait tenu aucun compte de ses observations réalistes quant à l'usurpation, par le parti fasciste, de l'État existant et des pouvoirs de la monarchie :

« Le Grand Conseil – écrivait Florinsky en 1936 – est en étroite relation avec l'ensemble des institutions centrales de l'État et du Parti. Il les contrôle toutes ; c'est le symbole vivant de cette idée totalitaire de l'État fasciste faisant du Parti l'élément dominant de vie de l'État [...]. Selon ses statuts, le Parti fasciste est une "milice civile, aux ordres du Duce, et au service de l'État fasciste". L'État et le Parti sont imbriqués et le Duce règne sur eux en souverain.

Formellement, la Couronne demeure la plus haute autorité. Mais en réalité, le roi n'est tout au plus qu'un prisonnier enfermé au Quirinal. Toute action politique indépendante de sa part est du domaine de l'impossible »³².

Des observations du même genre peuvent être faites à propos de l'affirmation de Hannah Arendt sur le comportement du fascisme vis-à-vis des forces armées. Là aussi, les relations furent nettement plus problématiques et chaotiques qu'elle ne le pense, et elle nous en offre une image simplifiée à l'extrême, occupant à peine plus d'une phrase. La lecture des ouvrages sur le fascisme disponibles à l'époque où elle rédigeait son livre aurait au moins pu conduire Hannah Arendt à formuler un jugement moins sommaire et péremptoire. Par exemple, elle aurait dû songer que pendant presque toute la durée du régime,

31. Luigi STURZO, *L'Italie et le fascisme*, Paris, Félix Alcan, 1927, p. 115 et p. 127.

32. M. T. FLORINSKY, *Fascism and National Socialism, op. cit.*, p. 28-29.

Mussolini fut ministre de la Guerre et que l'ensemble des hiérarchies militaires étaient soumises à son autorité; elle aurait dû également accorder un tant soit peu d'attention à la nouvelle situation – dans les relations entre le fascisme et l'armée – qu'impliquait l'institution de la milice fasciste, bras armé du parti, séparée et distincte des autres forces armées traditionnelles. C'est ce qu'indiquait dès 1929 *Making Fascists*, une œuvre fort connue de la littérature anglo-saxonne signée Herbert W. Schneider et Shepard B. Clough, publiée dans la prestigieuse *Studies in the Making of Citizens*. Les deux auteurs connaissaient bien l'Italie, y ayant séjourné au cours des premières années du régime fasciste. Entre la milice et les forces armées, les historiens observèrent une « friction vite apparue, dont voici les principales causes » :

« 1. Ce n'est un secret pour personne : les fascistes utilisaient les fonds destinés à l'armée pour la milice, et transféraient progressivement les meilleurs fusils et les nouveaux équipements de l'armée régulière à la milice.

2. Les officiers de la milice étaient traités avec plus de respect par les fascistes, que les officiers de même rang appartenant à l'armée régulière ; parallèlement, l'armée régulière traitait la milice avec une immense condescendance : le général Diaz [ministre de la Guerre du gouvernement Mussolini au lendemain de la Marche sur Rome] refusa par exemple purement et simplement d'assimiler les officiers de la milice à des officiers réguliers. Cette jalousie et cette rivalité réciproques se firent toujours plus vives, et ces tensions se manifestèrent ouvertement à la fin de l'année 1924.

3. Les fascistes permettaient aux officiers de quitter l'armée et de rejoindre la milice, en bénéficiant d'un avancement de grade et d'un meilleur salaire.

4. Les violences et les actions illégales commises par les escadrons fascistes – ouvertement encouragés par le chef de la milice Italo Balbo –, scandalisaient l'armée ».

Mussolini, en sa qualité de chef de la milice et de ministre de la Guerre, veilla à atténuer les frictions, mais les tensions se réveillèrent dans les années 1930, du fait d'une tendance toujours plus forte à une fascisation des forces armées, mise en œuvre par les généraux fascistes. Tant et si bien que Mussolini – qui prétendait être, surtout après la guerre d'Éthiopie, un génie politique doublé d'un grand militaire – souhaite et obtint, après avoir été nommé Premier Maréchal de l'Empire, le commandement des forces armées en temps de guerre, prérogative exclusive du roi. Dans les années 1930, l'instruction pré-militaire et post-militaire des jeunes fascistes fut confiée à la milice fasciste, et non pas aux forces armées, ce qui entraîna de nouvelles tensions. De tout cela, nulle mention dans le livre de Hannah Arendt. De même, elle ne s'attardait guère, hormis quelques citations « recyclées », sur le système policier du régime fasciste et sur l'activité d'une organisation aussi spéciale que l'OVRA.

Quant à la politique extérieure du régime fasciste, Hannah Arendt l'assimile à la politique traditionnellement impérialiste des États du XIX^e siècle, ce qui montre à nouveau une méconnaissance de la réalité du fascisme qui, à partir du 2 octobre 1935, fut constamment engagé dans des guerres à forte connotation idéologique et impérialiste : la guerre d'Éthiopie, suite aux sanctions adoptées par la Société des Nations à la demande de l'Angleterre et de la France, devint un défi ouvertement lancé aux démocraties jugées faibles et

décadentes ; la participation italienne à la guerre civile espagnole possède également un caractère idéologique, et débute en 1936, immédiatement après la fin de la guerre d'Éthiopie ; sans parler de l'alliance avec l'Allemagne nazie ou de l'engagement de l'Italie dans la Deuxième Guerre mondiale.

Dans son ouvrage, Hannah Arendt passe tous ces arguments sous silence, tandis que pour les historiens qui, avant elle, avaient analysé le totalitarisme, ces mêmes aspects représentaient la confirmation du lien étroit (ils l'avaient théorisé) entre le fascisme et sa politique étrangère, menée dans le droit fil de la « révolution permanente » prêchée et mise en œuvre par le Duce en politique intérieure et extérieure :

« En fait, le bellicisme en politique étrangère est l'un des éléments majeurs de la définition du totalitarisme moderne. La guerre était son commencement, son but, son épreuve. C'est dans le crépuscule d'un monde en guerre que les lueurs de la révolution ont surgi. Un état permanent de guerre est le climat naturel de la dictature totalitaire »³³.

Telle était la thèse fondamentale du livre de Sigmund Neumann, *Permanent Revolution: Totalitarianism in the Age of International Civil War*, publié en 1942, une des meilleures études – par ailleurs toujours valable – sur le totalitarisme, qui anticipe bon nombre des thèmes développés par Hannah Arendt dans son interprétation du totalitarisme, mais qu'elle ne cite même pas en bibliographie.

À ce point de l'analyse, il est inutile de multiplier les exemples prouvant l'inconsistance des bases historiques sur lesquelles Hannah Arendt a fondé sa vision du fascisme, en niant sa nature totalitaire. Malgré tout, comme on l'a déjà observé au début de cet article, cette interprétation a influencé de nombreux chercheurs qui, après elle, se sont occupés du totalitarisme et du fascisme. Cela conduisit certains d'entre eux, même lorsqu'ils critiquaient l'interprétation du totalitarisme proposée par la philosophe allemande, à modifier leur précédente vision du fascisme, sans toutefois expliquer la raison de ce revirement.

Tel est le cas de Raymond Aron : un cas qu'il est, à mes yeux, important d'examiner, parce que je considère que c'est à Raymond Aron que l'on doit les interprétations – élaborées avant la Deuxième Guerre mondiale – parmi les plus fines et réalistes du totalitarisme et du fascisme. Je renvoie à sa discussion critique de l'œuvre d'Élie Halévy, *L'ère des tyrannies*, ouvrage publié en mars 1939 (et que Hannah Arendt pourrait avoir lu), où Aron ébauchait une interprétation d'ensemble du totalitarisme en soulignant les éléments communs au fascisme et au communisme, en leur qualité de nouveaux systèmes politiques de domination ; et en mettant également en valeur leurs différences historiques, idéologiques et sociales³⁴. Quelques mois plus tard, Aron peaufina ce texte pour sa communication (le 17 juin 1939) à la Société française de philosophie. Dans

33. S. NEUMANN, *Permanent Revolution*, op. cit., p. xv.

34. Raymond ARON, « L'ère des tyrannies d'Élie Halévy », *Revue de Métaphysique et de Morale*, février 1939, p. 283-307.

cette intervention portant sur le thème « États démocratiques et États totalitaires », il procédait à une analyse comparée des « régimes totalitaires (allemand et italien) » et insistait sur les éléments communs caractérisant d'une part les États totalitaires, et d'autre part les États démocratiques³⁵. Aron approfondit cette analyse durant la Deuxième Guerre mondiale, dans des textes sur le machiavélisme des tyrannies modernes, fourmillant d'observations sur les aspects originaux et totalitaires du fascisme et du national-socialisme, observations toujours valables, tant du point de vue historique que théorique. Toutefois, comparé à l'interprétation du fascisme proposée par Aron dans ses écrits, le jugement sur le fascisme exprimé en 1954 par le philosophe français est étrangement pauvre, sommaire et convenu, même s'il s'inscrit dans le cadre d'une critique particulièrement sévère du livre de Hannah Arendt. Évoquant le fascisme, Aron se borne à se faire l'écho de l'opinion de la philosophe allemande, retournant entièrement, sans expliquer une telle volte-face, le sens de ses précédentes considérations sur l'Italie fasciste en tant que régime totalitaire :

« Les régimes totalitaires – écrivait Aron – ne sont définis ni par la seule suppression des institutions représentatives et des partis multiples, ni par le pouvoir absolu d'une équipe ou d'un homme. Le régime des colonels en Pologne, celui de Franco en Espagne, celui même de Mussolini appartiennent à une espèce dont les exemples sont multiples à travers l'histoire. Le fascisme ne présente pas ou présente à peine d'originalité. Le parti unique sert de police supplétive, il aide au recrutement des cadres supérieurs et moyens, il groupe les premiers compagnons du chef et leur permet de se faire payer leur concours, il offre une voie d'accès aux jeunes qui veulent accéder à certaines fonctions, syndicales ou administratives. Jusqu'à l'alliance avec Hitler, il ne comportait pas trace d'antisémitisme et de révolution permanente. Jusqu'à la fin, il n'avait pas sérieusement ébranlé la structure traditionnelle de la société italienne »³⁶.

Dans les textes qu'il écrivit par la suite sur le sujet, et ce jusqu'à la série de leçons sur *Démocratie et totalitarisme*, publiée en 1965, Aron, quand il évoquait le régime fasciste, ne reprit aucune de ses importantes réflexions formulées dans les années 1930 et 1940, se contentant de réitérer succinctement un jugement semblable à celui de Hannah Arendt :

« Le régime italien se fondait sur un parti d'État, il professait une théorie statiste, mais il était peu révolutionnaire, comparé au régime allemand, il s'efforçait de sauvegarder les structures traditionnelles, tout en conférant au gouvernement l'autorité discrétionnaire que favorisent la suppression des assemblées parlementaires, le soutien d'un parti unique »³⁷.

Seule une enquête approfondie sur l'interprétation du fascisme dans l'œuvre de Raymond Aron pourrait nous fournir des éléments susceptibles

35. Ce texte, ainsi que d'autres écrits sur le totalitarisme de Raymond Aron, sont aujourd'hui réunis in R. ARON, *Machiavel et les tyrannies modernes*, texte établi, présenté et annoté par Remy Freymond, Paris, De Fallois, 1993 (très important pour l'analyse du totalitarisme fasciste, un essai jusque-là inédit : « Essais sur le machiavélisme moderne », *Ibidem*, p. 59, sq.) et ID., *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Gallimard, 2005.

36. R. ARON, « L'essence du totalitarisme », *Critique*, n° 80, 1954, repris dans ID., *Machiavel, op. cit.*, p. 212.

37. R. ARON, *Penser la liberté, op. cit.*, p. 1371.

d'expliquer cette singulière volte-face, d'autant plus déconcertante qu'elle concerne toute l'interprétation des relations fascisme/totalitarisme précédemment formulée par Raymond Aron.

Tout aussi singulière apparaît l'attitude des historiens italiens quant au jugement de Hannah Arendt sur le fascisme, surtout si l'on songe qu'ils avaient été les premiers à étudier le régime fasciste – et sans préjugés idéologiques – sur la base de nouvelles recherches, comme en témoignent les travaux de Alberto Aquarone et de Renzo De Felice. Il faut rappeler à ce propos que la culture italienne d'avant 1945 avait apporté d'importantes contributions à l'analyse du totalitarisme – notamment à travers les travaux d'historiens antifascistes mais aussi, dans quelques cas, fascistes. En revanche, après 1945, les historiens ne s'intéressèrent à peu près plus au problème du totalitarisme. Et si la traduction du livre de Hannah Arendt ne parut qu'en 1967, son influence est toutefois évidente dans l'interprétation que Aquarone et De Felice (les premiers Italiens à se lancer dans une analyse historique du régime fasciste fondée sur une documentation inédite) nous livrent du fascisme. Pour définir le régime fasciste, tous deux adoptent la vision de Hannah Arendt, sans procéder à la moindre vérification critique sur la valeur historique et théorique de ce jugement : en conséquence, les résultats importants et novateurs de leurs recherches, qui démentaient l'interprétation de Hannah Arendt, furent paradoxalement employés par Aquarone et De Felice pour en soutenir la consistance, déniaient au régime fasciste tout caractère totalitaire³⁸. Un exemple parmi tant d'autres : il ressort des travaux de Aquarone, tout comme des recherches de R. De Felice, qu'après la « marche sur Rome », toutes les conditions étaient réunies pour une restauration du régime existant, dans un sens cependant plus autoritaire. Les deux historiens démontraient – documents à l'appui – qu'il n'en alla pas ainsi parce que les fascistes intégristes voulaient le monopole du pouvoir et agissaient pour le conquérir, au point que fin 1924, ils imposèrent à Mussolini la transformation du régime libéral en un régime à parti unique. Cette documentation nouvelle et importante ne conduisit toutefois ni Aquarone ni De Felice à se pencher sur la nature du parti fasciste, sur les origines historiques du totalitarisme en Italie et sur son développement ultérieur, car ils soutenaient – de manière fort simpliste – que le « mussolinisme » avait prévalu sur le fascisme, et que le régime fasciste affichait un totalitarisme de façade sans être substantiellement autoritaire : en d'autres termes, le vieux régime n'avait pas changé ; il avait juste passé une chemise noire, et Mussolini avait comme absorbé le fascisme en imposant une monocratie personnelle. Les nouveaux documents, lus à la lumière de l'interprétation de Hannah Arendt, semblaient le confirmer.

En fait, au cours des années suivantes, la position de De Felice évolua au gré des recherches sur le parti et sur le régime fasciste menées par d'autres historiens

38. Cf. E. Gentile, *La voie italienne*, op. cit., p. 79, sq.

qui, à partir de la documentation qu'il avait exhumée, mettaient au jour des éléments susceptibles de remettre en question l'interprétation du fascisme produite par Hannah Arendt, et donc de rouvrir le débat sur le totalitarisme fasciste. En 1988, se référant à ces recherches dans l'introduction de la traduction française d'un chapitre de sa monumentale biographie de Mussolini – chapitre justement consacré au totalitarisme fasciste – De Felice affirmait sans détours :

« Une chose devrait apparaître clairement à l'issue de ces recherches : le fascisme italien peut être considéré comme un régime totalitaire et nier cette réalité serait non seulement moralement et politiquement erroné, mais le rendrait historiquement incompréhensible »³⁹.

Je résumerai donc les raisons pour lesquelles l'interprétation de Hannah Arendt n'a pas été confirmée par les résultats de la nouvelle historiographie⁴⁰. En premier lieu, l'affirmation selon laquelle le fascisme est un « parti au-dessus des partis » ne tient pas, car il s'agissait d'un parti ayant pour seul objectif la prise du pouvoir, afin d'y installer ses tenants ; et l'idée que le fascisme ne se considérait pas comme au-dessus de l'État et de la nation ne vaut guère mieux. En réalité, dès son origine, le fascisme se constitua à l'instar d'un « parti-milice » qui combattait l'État libéral et l'ensemble des partis, pour abattre l'État au-dessus des partis et construire un État fasciste. Après la conquête du pouvoir et l'institution du régime à parti unique, le fascisme n'épuisa pas sa dynamique de mouvement totalitaire, comme le soutenait Hannah Arendt, bien au contraire : le dynamisme du mouvement continua de transformer continuellement l'État, produisant dans les faits un « État dual », caractérisé par des tensions et des conflits constants entre le parti fasciste et les institutions traditionnelles, à tous les niveaux et dans tous les domaines. Le fascisme se considéra toujours au-dessus de l'État existant et, jusqu'à la fin, il ne cessa de le subvertir à travers les transformations institutionnelles à l'aide desquelles il constituait l'État fasciste. De nouvelles recherches ont montré la perpétuelle activité de subversion exercée par le parti fasciste sur l'État, ce qui démontre combien l'exaltation du primat de l'État et de la subordination du parti n'était que surface, pure fiction idéologique. Au sein de la soi-disant « diarchie » formée par le Duce et le roi, le vrai pouvoir était aux mains du Duce. Après la chute du régime fasciste, le roi lui-même admit que, face au Duce, il était réduit à l'impuissance. Une grande partie de l'armée resta fidèle à la monarchie, mais on a aucune preuve de la prétendue résistance des hiérarchies militaires face à la fascisation de l'État et à la pénétration du fascisme au sommet des forces armées ; tandis que de nouveaux travaux ont mis en lumière les fléchissements et les compromis qui, dans les faits, entraînèrent une subordination de l'armée à la volonté de Mussolini.

39. R. DE FELICE, *Le Fascisme. Un totalitarisme à l'italienne ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1988. Sur l'évolution du jugement de De Felice sur le totalitarisme fasciste, cf. E. GENTILE, « Introduction » à R. DE FELICE, *Les interprétations du fascisme*, Paris, Éditions des Syrtes, 2000.

40. Pour un examen de l'historiographie la plus récente sur le thème du totalitarisme fasciste, je me permets de renvoyer à E. GENTILE, *La voie italienne, op. cit.*, p. 319-334.

Contrairement à ce qu'affirme Hannah Arendt, les fascistes se plaçaient au-dessus de la nation : toutes les recherches menées sur l'idéologie, sur la culture, sur la mentalité, sur le style et la politique concrète du fascisme, ont montré que les fascistes prétendaient être une aristocratie d'hommes nouveaux, née de la guerre, qui devait s'emparer du pouvoir pour régénérer une nation corrompue par des siècles de mésalliances et d'asservissement. Une des plus grandes ambitions de Mussolini, dès sa montée au pouvoir, fut la palingénésie des Italiens, à travers une révolution anthropologique qui devait créer une nouvelle race de conquérants et de dominateurs. On n'explique pas la politique de masse du fascisme, depuis un travail capillaire d'embrigadement jusqu'à la législation raciste et antisémite, si l'on ignore ce motif fondamental de son action.

La faiblesse du jugement de Hannah Arendt sur le fascisme n'exclut cependant pas qu'on puisse extrapoler de son interprétation du totalitarisme des éléments utiles en vue de la définition de la réalité historique du fascisme, telle qu'elle ressort de la nouvelle historiographie, en utilisant, pour définir cette réalité, les catégories que Hannah Arendt a appliquées à la description des mouvements et des régimes totalitaires. Par exemple, la logique du régime fasciste, avec ses transformations incessantes, peut être expliquée historiquement par « l'obsession du mouvement perpétuel des mouvements totalitaires qui restent au pouvoir aussi longtemps qu'ils demeurent en mouvement et mettent en mouvement tout ce qui les entoure »⁴¹. Le fascisme, tout comme les mouvements totalitaires, vise et réussit « à organiser des masses et non des classes »⁴². Le fascisme ne se contenta jamais « de gouverner par des moyens extérieurs, c'est-à-dire par l'intermédiaire de l'État et d'une machinerie de violence », parce que sa conception de la domination « ne pouvait être réalisée ni par un État, ni par un simple appareil de violence mais seulement par un groupement animé d'un mouvement constant : à savoir la domination permanente de chaque individu dans chaque sphère de sa vie »⁴³. De plus, le fascisme, de même que le totalitarisme décrit par Hannah Arendt, « remplace la propagande par l'endoctrinement et utilise la violence moins pour effrayer les gens (ce qu'il fait lorsque subsiste une opposition politique) que pour réaliser constamment ses doctrines idéologiques et ses mensonges pratiques »⁴⁴. Également dans le cas de l'État fasciste, si on l'analyse sur la base des recherches historiques les plus récentes sans se laisser illusionner par les déclarations de la propagande, ce qui frappe n'est certainement pas son caractère monolithique. Au contraire, les chercheurs sérieux s'accordent à dire qu'il existe, pour le fascisme aussi, au moins une coexistence (ou un conflit), entre deux autorités, le parti et l'État. On peut affirmer que le fascisme, une fois au pouvoir, emploie lui aussi l'État

41. H. ARENDT, *Les origines...*, *op. cit.* p. 612.

42. *Ibid.*, p. 615.

43. *Ibid.*, p. 636-637.

44. *Ibid.*, p. 657.

« comme représentation extérieure dans le monde non totalitaire ». Ainsi, l'État totalitaire est « l'héritier du mouvement totalitaire auquel il emprunte sa structure organisationnelle »⁴⁵. De même que la recherche confirme, historiquement, que l'objectif du fascisme ne visait ni à « transformer le monde extérieur ni à révolutionner la société mais à transformer la nature humaine elle-même », raison pour laquelle le régime fasciste peut être à son tour défini, par rapport aux caractéristiques qui lui sont propres, comme un laboratoire « où les changements de la nature humaine sont expérimentés ». L'échec final du fascisme, avec son engagement dans la Deuxième Guerre mondiale, fut la conséquence de ses ambitions totalitaires qui, comme dans tous les régimes de ce genre, le poussèrent à accroître continuellement son pouvoir intérieur et à étendre son pouvoir à l'extérieur, à travers l'expansion idéologique et territoriale de sa domination.

Certes, si la terreur est envisagée comme l'essence du totalitarisme, et que le camp de concentration ainsi que l'extermination de masse sont postulés comme des conditions nécessaires pour définir un « *full-fledge totalitarianism* », ainsi que l'appelle Hannah Arendt, alors le fascisme ne peut être considéré comme un totalitarisme. Cependant, le fait d'assimiler l'essence du totalitarisme à la terreur soulève quelques objections. On peut avant tout observer que pour les premiers historiens du totalitarisme, la terreur n'est pas l'essence du totalitarisme, mais un de ses aspects. Aujourd'hui encore, de prestigieux spécialistes du totalitarisme, comme Juan Linz, ne placent pas la terreur parmi les éléments nécessaires pour qualifier un régime de totalitaire :

« L'usage massif et/ou arbitraire de la terreur – écrivait Linz en 1974 –, tel que nous le trouvons dans le camp de concentration ; les purges ; les procès publics ; les punitions collectives infligées à un groupe ou à des communautés, ne semblent pas être des éléments essentiels aux systèmes totalitaires [...] La terreur n'est une caractéristique ni nécessaire, ni suffisante, du système totalitaire »⁴⁶.

Précisons tout de même qu'en 1974, Linz ne plaçait pas le régime fasciste au sein des régimes totalitaires. Cependant, plus récemment, Linz – en chercheur sérieux et intellectuellement honnête à l'instar de De Felice – a, sur la base de la nouvelle historiographie, (en partie) modifié son jugement quant à la « voie italienne au totalitarisme » ; et il va même jusqu'à affirmer en 2003 sa conviction que « le fascisme avait non seulement un potentiel totalitaire mais que, spécialement dans les années 1930, il évoluait vers un régime totalitaire »⁴⁷.

Une deuxième observation importante concerne l'ambiguïté de la relation entre mouvement totalitaire et régime totalitaire, telle qu'elle ressort de l'interprétation de Hannah Arendt et de la définition du totalitarisme « authentique ». Dans l'édition de 1967, elle affirmait, péremptoire, l'existence de seulement

45. *Ibid.*, p. 420.

46. Juan J. LINZ, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder, Lynne Rienner Pub., 2000, p. 74.

47. J. J. LINZ, *Fascismo, autoritarismo, totalitarismo. Commissioni e differenze*, Rome, Ideazione Editrice, 2003, p. 35.

deux formes authentiques de domination totalitaire : le national-socialisme après 1938, et la dictature bolchevique après 1930.

Selon Hannah Arendt, en effet, le bolchevisme n'était pas un mouvement totalitaire, de même que la dictature de Lénine, parce qu'au moment de la mort de celui-ci, « les routes étaient encore ouvertes ». Ce fut seulement Staline, soutenait Hannah Arendt, qui transforma « la Russie d'une dictature de parti unique en un régime totalitaire ». Dans le cas de l'Allemagne, en revanche, Hannah Arendt affirmait que le nazisme était un mouvement totalitaire dès son origine, mais ne devint un régime totalitaire qu'après 1938, voire au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Mais même à ce moment-là – précise-t-elle – le régime nazi ne fut pas un « totalitarisme complet », hypothèse réalisée seulement si l'Allemagne avait gagné la guerre : « Quoi qu'il en soit, ce fut seulement pendant la guerre, après que les conquêtes de l'Est eurent fourni de grandes masses humaines et rendu possible les camps d'extermination, que l'Allemagne fut à même d'établir un régime véritablement totalitaire »⁴⁸.

La question qui se pose ici est la suivante : comment est-il possible d'affirmer, comme le fait Hannah Arendt, que dans l'Europe post-Première Guerre mondiale naquirent de nombreux mouvements totalitaires, mais que seuls deux régimes furent d'authentiques formes de totalitarisme ? Si les autres mouvements n'étaient pas authentiquement totalitaires, pourquoi les qualifier de totalitaires s'ils n'aboutissent pas à un « totalitarisme abouti » ? Cela signifie peut-être qu'un mouvement peut être qualifié de totalitaire seulement *a posteriori*, ou juste quand il se hisse au plan d'un « totalitarisme abouti » ? En réalité, Hannah Arendt parlait en général de mouvements totalitaires, mais au terme de son analyse, il s'avère que seul le national-socialisme était un mouvement totalitaire, puisque Hannah Arendt soutient sans ambages que le monopole bolchevique du pouvoir en Russie ne fut pas la conséquence d'un mouvement totalitaire. Selon la philosophe, le bolchevisme, venait d'un parti révolutionnaire dont l'objectif était la dictature d'un parti unique. Par cette affirmation, Hannah Arendt plaçait la dictature bolchevique de Lénine auprès de celles de Mussolini, Salazar et Franco, dans la catégorie de la « dictature à parti unique ».

Face à de semblables assertions pour le moins paradoxales, quelques questions fondamentales fusent spontanément : comment définir le régime nazi d'avant 1938, c'est-à-dire un régime né d'un mouvement totalitaire mais, selon Hannah Arendt, pas encore pleinement totalitaire ? Avant 1938, le régime nazi est-il une simple « dictature de parti unique » comme ceux de Mussolini, de Lénine, de Salazar ou de Franco ? De plus, si on définit le bolchevisme d'avant 1930, et le nazisme d'avant 1938, comme des « dictatures de parti unique », quelle distinction doit-on établir entre un État à parti unique créé à partir d'un mouvement totalitaire, comme le nazisme, et un État à parti unique créé à partir d'un mouvement non totalitaire, comme le bolchevisme ?

48. *Ibid.*, p. 311.

De fait, Hannah Arendt ne faisait aucune distinction entre les États à parti unique tirant leur origine d'un mouvement de masse, comme c'est le cas en Russie, en Italie et en Allemagne, et les États autoritaires ou à parti unique, qui ne plongent pas leurs racines dans des mouvements de masse, comme au Portugal, en Pologne et en Espagne.

* * *

J'ai essayé de montrer que le jugement de Hannah Arendt sur le fascisme était dénué de tout fondement historique, et de dégager les questions importantes – et sans réponse – suscitées par ses affirmations paradoxales et contradictoires sur les mouvements totalitaires et les régimes à parti unique en Russie, en Allemagne et en Italie. Dans l'interprétation de Hannah Arendt, le totalitarisme ressemble à une sorte de phénomène intermittent, qui apparaît et disparaît; ou à une plante qui, dans un pays – la Russie –, germe et pousse sans pour autant avoir de racines; qui, en Allemagne, a des racines mais tarde à germer et à pousser; et qui, en l'Italie, n'a pas de racines, ne germe pas et ne pousse pas, même si on laisse entendre qu'elle pointe à un certain moment. En sorte que tout le problème de la nature des mouvements totalitaires, des régimes totalitaires et de leurs ressemblances, semble baigner dans un brouillard théorique, d'où se dégagent uniquement quelques assertions que n'étaye aucune argumentation cohérente, souvent fondées, comme c'est le cas pour le fascisme, sur des données historiques inconsistantes ou inexistantes.

Ces considérations ouvrent sur un autre problème, peut-être le plus important parce qu'il concerne toute l'interprétation du totalitarisme élaborée par Hannah Arendt ainsi que son idée du fascisme. Comme nous l'avons vu, elle répète inlassablement que le fascisme n'était pas totalitaire. Cette opinion – je l'ai déjà dit – a été acceptée par de nombreux historiens du fascisme et du totalitarisme, qui la reprennent à l'environnement comme si elle était irréfutable, définitive, sans tenir aucun compte des résultats de la recherche historique qui en a, depuis longtemps, démontré l'inconsistance⁴⁹. Ces historiens négligent cependant de mentionner que Hannah Arendt avait elle-même posé les jalons d'une remise en question de son propre jugement, lorsqu'elle affirmait que le fascisme ne fut pas totalitaire « jusqu'en 1938 » : mais dans ce cas, que devint le fascisme après 1938 ? Peut-être Hannah Arendt entendait-elle dire qu'après 1938, le fascisme transforma sa dictature de « parti au-dessus des partis » en un régime totalitaire, comme c'était arrivé en Russie après 1930; et comme c'était arrivé en Allemagne après 1938 ?

Si cette interprétation est correcte, il est alors tout aussi correct d'affirmer que le fascisme fut totalitaire comme le fut le nazisme après 1938, et le bolchevisme après 1930. Mais à ce stade, que reste-t-il de la théorie des « mouvements totali-

49. Un certain mépris pour la recherche historique est typique du travail de nombreux historiens du totalitarisme qui emboîtent le pas à Hannah Arendt, particulièrement en Italie : on mentionnera, à titre d'exemple, D. FISICHELLA, *Analisi del totalitarismo*, Messine-Florence, Casa Editrice G. D'Anna, 1974; S. FORTI, *Il totalitarismo*, Rome-Bari, Laterza, 2001.

taires» présents en Europe au lendemain de la Première Guerre mondiale, si l'on nie qu'avant 1938 le fascisme était un mouvement totalitaire ? Comment peut-on qualifier le nazisme de mouvement totalitaire, et ne pas le faire pour le fascisme, du moment que celui-ci fut historiquement le premier – et jusqu'en 1933, le seul – mouvement de masse nationaliste, organisé en parti-milice, qui détruisit un système parlementaire et engendra un régime à parti unique ? Régime que les anti-fascistes qualifièrent immédiatement de «totalitaire», terme qu'ils prirent soin de créer pour définir un nouveau concept, pour décrire la nouveauté représentée par le parti et le pouvoir fasciste... Comment peut-on parler sans relâche de «mouvements totalitaires»; affirmer qu'«après la Première Guerre Mondiale, une vague de mouvements semi-totalitaires et totalitaires, profondément hostile à la démocratie et favorable à la dictature a submergé l'Europe»⁵⁰; et que «la désintégration du système de partis européens n'a été l'œuvre des mouvements annexionnistes mais celle des mouvements totalitaires»⁵¹; pour ensuite soutenir – dans le même temps – que le national-socialisme fut le seul vrai mouvement totalitaire ? Mais si le nazisme a été le seul vrai mouvement totalitaire, qu'étaient donc les autres «mouvements totalitaires» ou «semi-totalitaires» auxquels Hannah Arendt attribue la «désintégration du système des partis européens» ? Et si le nazisme était le seul mouvement totalitaire avant la conquête du pouvoir, pourquoi engendra-t-il un régime totalitaire seulement après 1938, comme c'est par ailleurs le cas pour le fascisme qui, lui – selon Hannah Arendt – n'était pas un mouvement totalitaire ? En outre, si le parti bolchevique n'était pas un mouvement totalitaire, comment put-il, à l'initiative d'un seul individu, devenir totalitaire, pour cesser de l'être après la mort dudit individu ? Un seul criminel peut-il transformer en régime totalitaire une dictature de parti née d'un mouvement non totalitaire, sans pour autant trouver les instruments nécessaires à cette transformation au sein même de cette dictature, qui doit donc être considérée le terreau des origines du totalitarisme ? Et si le fascisme devient totalitaire après 1938, où cette transformation plongeait-elle ses racines : dans le mouvement et dans le régime fasciste d'avant 1938 ? Ou doit-elle être attribuée, comme en Russie, à la volonté d'un seul individu ?

Sur toutes ces questions, décisives si l'on veut comprendre la nature du totalitarisme et sa signification dans l'histoire du xx^e siècle, le silence de Hannah Arendt fut total.

Emilio GENTILE
 Université de Rome – La Sapienza
 Dipartimento di Studi Politici
 Ple Aldo Moro, 5. 00185 Roma Italie
 emilio.gentile@uniroma1.it

Traduit de l'italien par Claude-Sophie Mazéas

50. H. Arendt, *Les origines...*, op. cit., p. 615.

51. *Ibid.*, p. 539.

Résumé / Abstract

Emilio GENTILE

Le silence de Hannah Arendt. L'interprétation du fascisme dans Les origines du totalitarisme

Pour Hannah Arendt, le fascisme italien ne fut pas un régime totalitaire. Cette interprétation, dont l'influence a été considérable sur les études consacrées au fascisme, est soumise ici à une analyse critique. Les thèses de la philosophe sont examinées en regard des travaux disponibles à l'époque, de ceux qui furent effectivement utilisés et de son environnement intellectuel. Ce travail de déconstruction et de retour aux sources met en évidence la fragilité de la base documentaire d'Hannah Arendt, s'agissant du fascisme italien. La question de la cohérence analytique de l'œuvre est également soulevée, par une mise en perspective des réflexions sur le fascisme avec les interprétations du national-socialisme ou du communisme russe.

MOTS-CLÉS : Arendt, fascisme, totalitarisme, Italie, Dictature ■

Hannah Arendt did not consider fascist Italy as a totalitarian regime. The present article offers a critical analysis of this interpretation which exercised a considerable influence on the study of fascism. Her views are examined in the light of available works of the period, of works she effectively used, and of their intellectual environment. This discussion of sources demonstrates the flimsiness the evidence on which Hannah Arendt based her analysis of Italian fascism. The question of the analytical coherence of her work is also raised through a comparative discussion of her thinking on fascism with interpretations of National-Socialism or Russian communism.

KEYWORDS : *Arendt, fascism, totalitarianism, Italy, Dictatorship.*